



Strasbourg, le 30 avril 2008

**Greco (2008) 8F**

**37<sup>e</sup> Réunion plénière du GRECO**  
**(Strasbourg, 31 mars - 4 avril 2008)**

**RAPPORT DE SYNTHÈSE**

## **I. Ouverture de la Réunion plénière**

1. La 37<sup>e</sup> Réunion plénière du GRECO est présidée par M. Drago KOS (Président, Slovénie) et, partiellement dans la journée du 2 avril, par M. Marin MRČELA (Vice-Président, Croatie). La liste des participants figure en Annexe I du présent rapport.
2. Le Président ouvre la réunion en accueillant tous les représentants, en particulier ceux qui ont été récemment nommés.

## **II. Adoption de l'ordre du jour**

3. L'ordre du jour est adopté tel qu'il figure à l'annexe II du présent rapport.

## **III. Informations fournies par le Président, le Vice-Président, les délégations et le Secrétaire Exécutif**

4. Le **Président** annonce que, depuis la dernière Réunion plénière, il a fait un exposé lors d'une conférence portant sur le thème « Culture de la coopération » entre les autorités nationales et européennes dans la lutte contre la fraude et la corruption (DBB Akademie, Cologne, 25 février). Il a également fait un exposé devant un groupe d'étudiants de la Hertie School of Governance (26 février) et lors d'une conférence sur le thème « Bâtir une stratégie nationale de lutte contre la corruption » (Varsovie, 17 mars). Il doit faire, le mercredi 2 avril, une déclaration pour présenter le Septième rapport général d'activité du GRECO (2007) à la 1023<sup>e</sup> réunion des Délégués des Ministres du Conseil de l'Europe. Le texte de la déclaration est mis à disposition pendant la Réunion plénière (Greco Inf (2008) 1E).
5. Le **Vice-Président** appelle l'attention sur les conclusions de la 43<sup>e</sup> réunion du Bureau qu'il a présidée (cf. Greco (2008) 6F). Sur invitation du ministre fédéral allemand de la Justice, la réunion s'est tenue à Berlin, siège de *Transparency International* (TI), ce qui a permis d'organiser un échange de vues avec des représentants de cette organisation. Cette réunion a permis d'étudier les modalités de poursuite de la coopération avec TI, y compris la programmation d'un échange de vues avec M<sup>me</sup> Huguette LABELLE, Présidente du Conseil d'administration de TI, lors d'une prochaine Réunion plénière du GRECO. Le Bureau est par ailleurs convenu d'organiser un prochain tour de table sur la Convention civile sur la corruption (STE n° 174), au cours duquel les délégations seront invitées à fournir des informations sur les modifications législatives qu'elles ont entreprises pour donner suite à la ratification du traité. En vue de la préparation du rapport de synthèse du 36<sup>e</sup> tour de table du GRECO sur les questions de conformité, le Bureau a décidé de poursuivre les échanges sur les mesures envisageables pour aider les membres à mettre en œuvre les recommandations du GRECO.
6. Le **Président** informe les participants qu'il a répondu, suite à l'accord du Bureau, à la lettre du Président du Groupe de travail de l'OCDE sur la corruption, qui sollicitait des commentaires à propos du document de consultation « Réexamen des instruments de l'OCDE sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales dix ans après leur adoption ». Des copies de la réponse sont mises à disposition des participants. Le Président a souligné l'intérêt commun des deux organisations à éviter des chevauchements. Il a également reconnu l'importance des instruments de l'OCDE sur la lutte contre la corruption internationale et l'utilité de leur réexamen et du suivi ultérieur effectué par le Groupe de travail sur la corruption. À cet égard, il a mis en avant les domaines susceptibles d'apporter aux membres du GRECO la plus grande valeur ajoutée : corruption de responsables de partis politiques étrangers, corruption d'agents étrangers du secteur privé, application de la responsabilité des personnes morales aux sociétés appartenant à l'État ou contrôlées par l'État et entraide

judiciaire. Dans sa réponse, il a également mentionné certains domaines où l'on pourrait avantageusement tirer parti des rapports d'évaluation du troisième cycle du GRECO : sollicitation d'agents publics (étrangers) (et, à ce propos, le regret réel), corruption via des intermédiaires, corruption au profit de tiers, compétence à l'égard des infractions de corruption et délais de prescription. Enfin, s'agissant du suivi effectué par le GRECO, il a souligné que les instruments juridiques dits « non contraignants – *soft law* » (résolutions, recommandations) constituaient en pratique un moyen d'adresser des recommandations tout aussi contraignant pour les États membres du GRECO que les conventions correspondantes.

7. Le format de la conférence de haut niveau d'une journée visant à commémorer le dixième anniversaire du GRECO, qui doit se tenir pendant la semaine de la Réunion plénière du GRECO d'octobre 2009, sera étudié plus avant lors de la prochaine réunion du Bureau (voir le rapport du Bureau 43 – GRECO (2008) 6F). Le Secrétariat préparera un exposé préliminaire qui servira de base aux discussions. Ce document inclura notamment des propositions de sous-thèmes à aborder et une liste d'intervenants qui pourraient être invités. Dans la perspective d'un tel événement, le Président déclare qu'il conviendrait de s'assurer de la participation à la conférence de représentants au niveau ministériel et de les inviter à prendre la parole.
8. En dernier lieu, le Président demande au Secrétaire Exécutif de transmettre tous les vœux de prompt rétablissement des participants à M. Björn JANSON, membre du Secrétariat.
9. Les délégations ont maintenant la parole. Le **représentant de la France** informe les participants de l'adoption, le 13 novembre 2007, d'une nouvelle loi de lutte contre la corruption, qui permet à la France d'être conforme à ses engagements au titre de la Convention pénale sur la corruption (STE n° 173), de son Protocole additionnel (STE n° 191), de la Convention civile sur la corruption (STE n° 174) – la France étant sur le point de déposer ses instruments de ratification de ces textes – et de la Convention des Nations Unies contre la corruption. Cette nouvelle loi élargit le champ d'application des dispositions pénales relatives à la corruption d'agents étrangers et apporte des modifications à des dispositions du droit national relatives à certaines infractions. La notion de tiers bénéficiaire de la corruption et les infractions de trafic d'influence ont été intégrées dans la législation. Le trafic d'influence actif et passif concernant les membres de la magistrature nationale est maintenant érigé en infraction pénale. Les donneurs d'alerte qui font des signalements de bonne foi sont protégés (par le droit du travail) contre toute forme de mesure disciplinaire. Le champ d'application des peines pour infraction de corruption des agents étrangers a été élargi et les distinctions concernant le lieu de l'infraction – en Europe ou hors d'Europe – et le cadre des transactions – commerciales au niveau international ou non – ont été supprimées. Le trafic d'influence actif et passif d'agents et de juges internationaux et d'agents de cours internationales est maintenant érigé en infraction pénale. Par ailleurs, le Code de procédure pénale a été modifié : seul le Tribunal de Grande Instance de Paris est maintenant compétent pour connaître des affaires de trafic d'influence et de corruption au niveau international, et certaines techniques d'investigation spéciales, auparavant réservées aux affaires de criminalité organisée, peuvent également être utilisées dans des affaires de trafic d'influence et de corruption aux niveaux national et international.
10. Le Président fait le point sur la situation en **Slovénie**. Le projet de loi prévoyant la suppression de la Commission pour la prévention de la corruption a été approuvé en première lecture à une très courte majorité ; un projet révisé sera présenté en deuxième lecture fin avril. La Commission devrait poursuivre ses activités au moins jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2009.

11. En tant que Chef de la **délégation croate** auprès du GRECO, le Vice-Président exprime sa reconnaissance et celle de la magistrature croate pour l'aide inestimable qu'ont apportée certains collègues du GRECO et les autorités judiciaires de plusieurs États membres du GRECO dans le cadre d'une affaire – qu'il préside – transmise à la Croatie par le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY). Leur aide sur le plan pratique et financier et leurs conseils ont permis de retrouver de très nombreux témoins et de procéder à leur audition. A cet égard, le Vice-Président remercie tout particulièrement la Norvège (le juge BAUMANN et M. Atle ROALDSOY), l'Islande (M<sup>me</sup> Ragna ARNADOTTIR), le Danemark (Alessandra GIRALDI), la Bosnie-Herzégovine (Vjekoslav VUKOVIĆ) et la Serbie (le juge Milan DILPARIĆ et M<sup>me</sup> Aleksandra POPOVIĆ). Il sait également gré aux autorités suédoises, irlandaises et américaines pour leur aide en matière juridique.
12. Le **Secrétaire Exécutif** fait rapport sur les faits suivants, intervenus depuis la 36<sup>e</sup> Réunion plénière du GRECO (février 2008) :
  - tous les représentants du GRECO ont reçu copie d'un compte-rendu du tour de table du GRECO concernant les règles et lignes directrices en matière de pantouflage/*revolving doors* (exemplaires disponibles lors de la réunion) ; étant donné l'intérêt suscité par ce sujet et la qualité des exposés, il est prévu de publier ce compte-rendu ;
  - les participants reçoivent copie du projet de texte non révisé des Résolutions et décisions adoptées par la Deuxième session de la Conférence des États parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption (Indonésie, 28 janvier 2008 – 1<sup>er</sup> février 2008) ;
  - le Secrétaire Exécutif a reçu l'autorisation de publier le Rapport d'Évaluation du Troisième Cycle sur le Royaume-Uni le jeudi 3 avril ; il devrait recevoir sous peu l'autorisation de publication du Rapport d'Évaluation du Troisième Cycle sur la Slovaquie – le représentant de la Slovaquie informe les participants que le retard s'explique par le manque de fonds pour financer la traduction du rapport en slovaque ; deux textes n'ont pas encore été autorisés pour publication : l'Addendum au Rapport de Conformité du Premier Cycle sur Malte et le Rapport de Conformité du Deuxième Cycle sur la Roumanie, adoptés respectivement en octobre et en décembre 2007 ;
  - la conclusion d'un accord avec le Bélarus au sujet des privilèges et immunités des membres des équipes d'évaluation du GRECO reste la seule condition requise pour que le pays puisse effectivement adhérer au GRECO, comme suite à l'entrée en vigueur des Conventions pénale et civile sur la corruption (STE n° 173 et STE n° 174).
  - comme les années précédentes et conformément aux procédures internes qui veulent que le GRECO n'élabore pas de propositions de budget autonomes, le Secrétaire Général a demandé au Secrétaire Exécutif de lui présenter un projet de propositions pour le budget 2009 ; après acceptation par le Secrétaire Général, les propositions seront soumises au GRECO pour approbation (juin 2008) avant présentation au Comité du Budget du Conseil de l'Europe puis au Comité statutaire du GRECO pour adoption. Les propositions actuelles pour 2009 prévoient une augmentation de l'ordre de 9 % par rapport à 2008. L'augmentation du budget global est due en grande partie à l'augmentation du nombre des États parties au GRECO ; en outre, les adhésions de l'Italie et de la Fédération de Russie ont donné au groupe une force supplémentaire importante : il semble à ce jour que les montants des contributions individuelles des États membres pour 2009 sont, par rapport à 2006, en baisse pour 16 membres, en augmentation de moins de 1 % pour 21 membres et en augmentation de plus de 1 % pour trois

membres, du simple fait de l'augmentation du PIB dans ces trois pays, qui est répercutée sur le barème de contribution au Conseil de l'Europe.

- le Secrétaire Exécutif a pris part à la conférence internationale « *Civil Law Consequences of Corruption* » (prise en compte de la corruption dans le droit civil) (Brême, 14-15 mars), organisée par l'université de Brême et l'Office européen de Lutte anti-fraude (OLAF). Les participants, principalement des universitaires, se sont montrés très enthousiastes à l'idée de recourir à des procédures civiles pour lutter contre la corruption ; la conférence, qui a certes traduit le peu d'expériences concrètes en ce domaine, s'est révélée être un bon point de départ pour poursuivre les échanges de vues, d'autant plus à la lumière du nombre important d'États qui ratifient chaque année la Convention civile sur la corruption (STE n° 174). Le Secrétariat, M. Georgi RUPCHEV (Chef de la délégation bulgare) et M. Matthias KORTE (Chef de la délégation allemande) participeront à la conférence « *Intensifying of Cooperation in Prosecution of Corruption and other Crimes* » (intensification de la coopération en matière de poursuites contre la corruption et autres délits) organisée par l'OLAF (Celle, 26-28 mai 2008) ; le Secrétaire Exécutif participera à un atelier organisé par le Centre de Politique de Sécurité – Genève (GCSP), le Centre pour le Contrôle Démocratique des Forces Armées – Genève (DCAF) et *Transparency International* – Royaume-Uni, intitulé « *Building transparency and reducing corruption related to defence establishment* » (instaurer la transparence et limiter la corruption dans les établissements de défense) (Genève, 5-7 mai).

#### **IV. Troisième Cycle d'Évaluation – Estonie et Islande**

13. Suivant en cela sa pratique habituelle, la Réunion plénière fait une lecture approfondie des projets de Rapports d'Évaluation du Troisième Cycle sur l'Estonie et l'Islande avec la participation des équipes d'évaluation qui ont effectué une visite sur place dans les pays concernés. Il est fait, avant adoption, une seconde lecture des projets de Rapports, révisés à la lumière des propos échangés lors de la première lecture.
14. Le GRECO adopte les Rapports d'Évaluation du Troisième Cycle sur l'Estonie (Greco Eval III Rep (2007) 5F – Thèmes I et II) et sur l'Islande (Greco Eval III Rep (2007) 7F – Thèmes I et II). Le GRECO invite les autorités des deux pays à autoriser la publication des Rapports dans les meilleurs délais<sup>1</sup>.

#### **V. Premier et Deuxième Cycles d'Évaluation conjoints - Suisse**

15. La Réunion plénière fait une lecture approfondie du projet de Rapport d'Évaluation des Premier et Deuxième Cycles conjoints sur la Suisse avec la participation des équipes d'évaluation qui ont effectué une visite sur place dans le pays. Il est fait, avant adoption, une seconde lecture du projet de Rapport, révisé à la lumière des propos échangés lors de la première lecture.
16. Le GRECO adopte le Rapport d'Évaluation des Premier et Deuxième Cycles conjoints sur la Suisse (Greco Eval I-II Rep (2007) 1F). Le GRECO invite les autorités suisses à autoriser la publication du Rapport dans les meilleurs délais.

#### **VI. Procédure de Conformité du Premier Cycle**

17. La Réunion plénière se félicite de l'autorisation de publication des Qddenda aux Rapports de Conformité du Premier Cycle sur la Bosnie-Herzégovine et sur la Moldova, adoptés respectivement aux GRECO 34 (octobre 2007) et GRECO 36 (février 2008).

---

<sup>1</sup> Les Rapports ont été publiés les 15 avril (Estonie) et 16 avril 2008 (Islande).

## **VII. Procédure de Conformité du Deuxième Cycle – Chypre et Hongrie**

18. Les projets de Rapports de Conformité du Deuxième Cycle sur Chypre et sur la Hongrie ont été préparés avec la participation des rapporteurs, désignés au titre de la Géorgie et de Malte pour Chypre et au titre de la Grèce et de la Turquie pour la Hongrie, sur la base des rapports de situation soumis par les autorités des pays concernés. Les rapporteurs font part à la Réunion plénière de leurs observations sur les projets de Rapports de Conformité ; s'ensuit une lecture approfondie des Rapports.
19. Le GRECO adopte les Rapports de Conformité du Deuxième Cycle sur Chypre (Greco RC-II (2008) 1F) et sur la Hongrie (Greco RC-II (2008) 4F). Dans les deux cas, la date limite de présentation des compléments d'informations concernant la mise en œuvre des recommandations est le 31 octobre 2009.
20. Le GRECO note avec satisfaction que les autorités hongroises ont autorisé la publication du Rapport et invitent les autorités chypriotes à faire de même dans les meilleurs délais<sup>2</sup>.

## **VIII. Procédure de Conformité des Premier et Deuxième Cycles conjoints – Turquie**

21. Le projet de Rapport de Conformité des Premier et Deuxième Cycles conjoints sur la Turquie a été préparé avec la participation des rapporteurs, désignés au titre de l'Allemagne et du Monténégro, sur la base d'un rapport de situation soumis par les autorités du pays. Les rapporteurs font part à la Réunion plénière de leurs observations sur le projet de Rapport de conformité, puis passent à une lecture approfondie du Rapport.
22. Le GRECO adopte le Rapport de Conformité des Premier et Deuxième Cycles conjoints sur la Turquie (Greco RC I/II (2008) 2F) et invite les autorités turques à autoriser la publication du Rapport dans les meilleurs délais. La date limite de présentation des compléments d'informations concernant la mise en œuvre des recommandations est le 31 octobre 2009.

## **IX. Echange de vues**

23. Le GRECO a un échange de vues avec M. Martin KREUTNER, Bureau fédéral des affaires intérieures, Autriche, qui copréside l'EPAC (*Partenaires européens contre la corruption*) avec M. André VANDOREN, Comité permanent de contrôle des services de police, Belgique. M. KREUTNER fait un bref exposé historique de l'EPAC et rappelle que l'organisation réunit des représentants des agences de lutte contre la corruption et des organes de contrôle des services de police nationale de l'Union Européenne. Les travaux de l'EPAC associent également, en qualité d'observateurs, des organisations appartenant à des pays candidats à l'UE, à des pays des Balkans occidentaux et à des États Schengen non-membres de l'UE. De plus amples informations sont disponibles sur le site Internet [www.epac.at](http://www.epac.at). M. KREUTNER fait le point sur la structure plus formelle qu'il est prévu de mettre en place, à savoir un Réseau européen anti-corruption. Il souligne que les activités de l'EPAC et du Réseau en projet se concentrent sur le partage d'expériences au niveau opérationnel (et non politique) et peuvent donc être considérées comme complémentaires aux travaux du GRECO. Le Réseau n'aura par ailleurs aucun rôle de monitoring. L'élaboration d'un catalogue recensant des contacts professionnels a permis de faciliter, entre autres, l'identification des normes et des bonnes

---

<sup>2</sup> Le Rapport de conformité a été publié le 23 avril 2008.

pratiques communes, la mise en œuvre de normes internationales et les échanges d'expériences en matière de prévention, d'éducation, etc.

24. Des représentants du GRECO font part de leurs observations sur la première université d'été sur la lutte contre la corruption, tenue en Autriche en 2007, événement qui a remporté un franc succès. Le GRECO prend également note de la mise en place d'un réseau d'anciens parmi les praticiens dans ce domaine, qu'il est prévu d'élargir à l'issue de l'université d'été de 2008.
25. M. KREUTNER manifeste son intérêt pour la poursuite de la coopération entre l'EPAC et le GRECO, l'objectif étant de renforcer les synergies entre les travaux des deux organisations.

**X. Adoption des décisions**

26. Les décisions de la 37<sup>e</sup> Réunion plénière sont adoptées, telles qu'elles figurent dans le document Greco (2008) 7F.

**XI. Prochaines réunions**

27. Le GRECO prend note que le Bureau tiendra sa 44<sup>e</sup> réunion à Strasbourg le 19 mai 2008. La 38<sup>e</sup> Réunion plénière se tiendra à Strasbourg du 9 au 13 juin 2008.

## **ANNEXE I**

### **LIST OF PARTICIPANTS / LISTE DES PARTICIPANTS**

#### **ALBANIA / ALBANIE**

M. Edmond DUNGA

Head of the Office in the Anticorruption Secretariat, Regional Anti-Corruption Initiative (RAI) Secretariat

#### **ANDORRA / ANDORRE**

Mme Maribel LAFOZ JODAR (Chef de délégation)

Membre de l'Unité de prévention et lutte contre la corruption, Ministère de la Présidence et des Finances, Gouvernement d'Andorre

M. Ivan ALIS SALGUERO

Avocat, Assesseur de l'Unité de prévention et de lutte contre la corruption, Ministère de la Présidence et des Finances, Gouvernement d'Andorre

#### **ARMENIA / ARMENIE**

Mr Artur OSIKYAN (Head of delegation)

Deputy Head of the State Tax Service

#### **AUSTRIA / AUTRICHE**

Mr Christian MANQUET (Head of delegation)

Head of Unit, Directorate for Penal Legislation, Federal Ministry of Justice

#### **AZERBAIJAN / AZERBAIDJAN**

**Apologised / Excusé**

#### **BELGIUM / BELGIQUE**

Mle Claire HUBERTS (Chef de délégation)

Conseillère adjointe, Service des questions pénales, générales et int<sup>ales</sup>, DG de la Législation pénale et des Droits de l'Homme, Ministère de la Justice

M. Guido HOSTYN

Premier conseiller de direction, Secrétaire de la Commission de contrôle des dépenses électorales

M. Peter DE ROECK

Auditeur Général des Finances, Service Public Fédéral du Budget, Service Contrôle de l'Intégrité

#### **BOSNIA AND HERZEGOVINA / BOSNIE-HERZEGOVINE**

Mr Vjekoslav VUKOVIC (Head of delegation)

Assistant Minister of Security of Bosnia and Herzegovina, Council of Ministers of Bosnia and Herzegovina, Ministry of Security

#### **BULGARIA / BULGARIE**

Ms Milena PETKOVA

Senior Expert, Directorate of Int<sup>al</sup> Cooperation and European Integration, Ministry of Justice

#### **CROATIA / CROATIE**

Mr Marin MRČELA (Head of delegation)

**Vice-Président du GRECO – Vice-President of GRECO**

Judge at the County Court in Zagreb

#### **CYPRUS / CHYPRE**

Mrs Eva ROSSIDOU PAPAKYRIACOU (Head of delegation)

Senior Counsel of the Republic, Head of the Unit for Combating Money Laundering Law Office of the Republic of Cyprus

Ms Despo THEODOROU

Counsel of the Republic, Law Office of the Republic of Cyprus

**CZECH REPUBLIC / REPUBLIQUE TCHEQUE**

Ms Helena LIŠUCHOVÁ (Head of delegation)

International Department, Section for International Organisations and International Co-operation,  
Ministry of Justice

**DENMARK / DANEMARK**

Mr Jesper HJORTENBERG

Assistant Deputy Director, The Office of the Director of Public Prosecutions

**ESTONIA / ESTONIE**

Ms Mari-Liis SÖÖT (Head of delegation)

Head of Criminal Statistics and Analysis Division, Criminal Policy Department, Ministry of Justice,

Ms Heili SEPP

Ms Nele PARREST

Ms Tiina RUNTHAL

**FINLAND / FINLANDE**

Mr Kaarle J. LEHMUS (Head of delegation)

Inspector General of the Police, Ministry of the Interior, Police Department

Ms Ritva SAHAVIRTA

State Prosecutor, State Prosecutor's Office

Mr Matti TOLVANEN

Professor, Joensuu University

**FRANCE**

M. Jean ALEGRE (Chef de délégation)

Chargé de mission auprès du directeur des affaires juridiques, Ministère des Affaires Etrangères et européennes

Mme Solène DUBOIS

Magistrat, Ministère de la Justice, Direction des Affaires Criminelles et des Grâces

M. Jean-Pierre ZANOTO

Avocat général près la Cour d'Appel de Lyon

**GEORGIA / GEORGIE**

Ms Tina GOLETIANI

Head of the Legal Department

**GERMANY / ALLEMAGNE**

Mr Matthias KORTE (Head of delegation)

Head of Division, Ministry of Justice

**GREECE / GRECE**

Mr Dimitrios GIZIS

Deputy Public Prosecutor, Athens Court of First Instance

**HUNGARY / HONGRIE**

Ms Borbála GARAI

Legal advisor, Department of Criminal Law Legislation, Ministry of Justice and Law Enforcement

Mr Csaba GÁLI

Government Adviser, Prime Minister's Office, State Secretariat for Law and Coordination

Mr István BENES

Police Department

**ICELAND / ISLANDE**

Ms Ragna ARNADOTTIR (Head of delegation)  
Deputy Permanent Secretary, Director of Legal Affairs, Ministry of Justice

Mr Pall THORHALLSSON  
Legal Adviser, Prime Minister's Office

**IRELAND / IRLANDE**  
**Apologised / Excusé****ITALY / ITALIE**

Mr Silvio BONFIGLI  
Magistrate, Deputy Commissioner against corruption

Mr Fabrizio GANDINI  
Magistrate, Magistrate attached to Office I, Directorate General of Penal Law

**LATVIA / LETTONIE**

Ms Inese TERINKA  
Senior Specialist, Legal Division, Corruption Prevention and Combating Bureau (KNAB)

**LITHUANIA / LITUANIE**

Ms Elena KONCEVICIUTE  
International Relations Officer, International Cooperation Division, Special Investigation Service

**LUXEMBOURG**

M. Jean-Paul FRISING  
Procureur d'Etat adjoint, Parquet du Tribunal d'Arrondissement de Luxembourg

**MALTA / MALTE**

Mr Silvio CAMILLERI (Head of delegation)  
Attorney General, Attorney General's Office

**MOLDOVA**

Ms Elena ECHIM  
Head of Directorate of International Legal Co-operation, Department of International Relations and European Integration, Ministry of Justice

Mme Mariana KALUGHIN  
Chef de la Section de prévention de la corruption du Centre de la Lutte contre les crimes économiques et la corruption (CCCEC)

**MONACO**

M. Thierry PERRIQUET  
Conseiller près de la Cour d'Appel, Palais de Justice

M Frédéric COTTALORDA  
Chef de Section, Service d'Information et de Contrôle sur les Circuits Financiers (SICCFIN),  
Département des Finances et de l'Economie

**REPUBLIC OF MONTENEGRO / REPUBLIQUE DU MONTENEGRO**

Ms Vesna RATKOVIC (Head of delegation)  
Director, Directorate for Anti-Corruption Initiative

Mr Dusan DRAKIC  
Adviser, Directorate for Anti-Corruption Initiative

Ms Dimitrija SARANOVIC  
Advisor, Directorate for Anticorruption Initiative

**NETHERLANDS / PAYS-BAS**

Mr Bastiaan WINKEL-BOER  
Policy Advisor, Ministry of Justice

**NORWAY / NORVEGE**

Mr Atle Roaldsøy (Head of delegation)  
Senior Adviser, Ministry of Justice, Police Department

Mr Trygve HEYERDAHL  
Senior Adviser, Ministry of Justice and the Police

Mr Jens-Oscar NERGÅRD  
Senior Adviser, Ministry of Government Administration and Reform

Mr Christian Fredrik HORST  
Deputy Director General, Ministry of Government Administration and Reform

**POLAND / POLOGNE**

Mr Cezary MICHALCZUK (Head of delegation)  
Prosecutor, Department of International Cooperation and European Law, Ministry of Justice

Mme Iwona JANOWSKA-MARCINIAK  
Senior Specialist, Ministry of Finance, Bureau of Fiscal Documentation

**PORTUGAL**

Mr Jorge MENEZES FALCÃO (Chef de délégation)  
Conseiller Juridique, Bureau des Relations Internationales, Ministère de la Justice

M. José Antonio MOURAZ LOPES  
Juge, Tribunal de execução de Penas de Coimbra

**ROMANIA / ROUMANIE**

Ms Oana SMIDT HAINEALA (Head of delegation)  
Director of the Department for the Relations with the Public Ministry, Prevention of criminality and corruption

**RUSSIAN FEDERATION / FEDERATION DE RUSSIE**

Ms Veronika MILINCHUK (Head of delegation)  
Deputy Minister of Justice, Ministry of Justice

Mr Oleg PLOKHOI  
Deputy Head, Human Resources and Government Awards Department  
Administration of the President of the Russian Federation

Mr Andrei ILYIN  
Senior consultant, Office of the Representative of the Russian Federation at the European Court on Human Rights, Ministry of Justice

Mr Ivan VOLODIN  
a.i. Head of Division in the Legal Department, Ministry of Foreign Affairs

**REPUBLIC OF SERBIA / REPUBLIQUE DE SERBIE**

Ms Ana MARIČIĆ (Head of delegation)  
Legal Advisor, Secretariat for the implementation of the National Judicial Reform Strategy  
Ministry of Justice

**SLOVAK REPUBLIC / REPUBLIQUE SLOVAQUE**

Mr Daniel GABČO (Head of Delegation)  
Head of the Department of Strategic Analysis and International Co-operation, Combating Corruption Bureau, Police Force Presidium

**SLOVENIA / SLOVENIE**

Mr Drago KOS  
**President of GRECO / Président du GRECO**  
Chairman, Commission for the Prevention of Corruption

Mr Roman PRAH (Head of Delegation)  
Specialist, Commission for the Prevention of Corruption

Ms Sandra A. BLAGOJEVIC  
Consultant, Commission for the Prevention of Corruption

**SPAIN / ESPAGNE**

Mr Francisco ÁLVAREZ SANTAMARÍA (Head of delegation)  
Subdirector General for Justice Affairs in the European Union and other International Organisations, Ministry of Justice

Ms Emilia ARAGÓN  
Directorate General of International and Legal Affairs, Ministry of Justice

**SWEDEN / SUEDE**

Ms Lena HÅLL ERIKSSON (Head of delegation)  
Director General, Ministry of Justice

Mr Lars-Åke STRÖM  
Head of Division, Government Office's Commissions in Gothenburg

**SWITZERLAND / SUISSE**

M Ernst GNÄGI (Chef de délégation)  
Chef de l'unité du droit pénal international, Office fédéral de la Justice

Mme Muriel BARRELET  
Collaboratrice scientifique, Office fédéral de la Justice

M Jean-Christophe GEISER  
Collaborateur scientifique, Office fédéral de la justice

Mme Corinne RASCHLE  
Cheffe du service juridique de l'Office fédéral du personnel

M Jacques RAYROUD  
Procureur fédéral, Ministère public de la Confédération

M Riccardo SANSONETTI  
Chef de la section politique contre la criminalité financière, Administration fédérale des finances

M Olivier BLANC  
Collaborateur scientifique, Office fédéral du registre du commerce

M Stanislas ZUIN  
Magistrat à la Cour des comptes, République et Canton de Genève

**"THE FORMER YUGOSLAV REPUBLIC OF MACEDONIA" / "L'EX-RÉPUBLIQUE YOUGOSLAVE DE MACÉDOINE"**

Ms Slagjana TASEVA (Head of delegation)  
Professor of Criminal Law, Director of the Police Academy

**TURKEY / TURQUIE**

M Ergin ERGÜL (Chef de délégation)  
Magistrat, Directeur Général Adjoint, Direction Générale du Droit International et des Relations Extérieures, Ministère de la Justice

Mr Savaş ERDEM  
Prime Minister's Office, Inspection Board

Mr Alparslan CALISKAN  
Chief Superintendent, Anti-Smuggling and Organised Crimes Department at Turkish National Police

**UKRAINE**

Mr Ruslan RIABOSHAPKA (Head of delegation)  
Head of the Department of Legal Issues, Law Enforcement Activity and Fight against Crime  
Ministry of Justice

Mr Mykhaylo BUROMENSKIY  
President of the Institute of Humanitarian Research

**UNITED KINGDOM / ROYAUME-UNI**

Mr Tom WAKELEY  
Foreign & Commonwealth Office

**UNITED STATES OF AMERICA / ETATS-UNIS D'AMERIQUE**

Mr Richard M. ROGERS (Head of delegation)  
Senior Counsel to the Assistant Attorney General, Criminal Division, Department of Justice

Ms Jane LEY  
Deputy Director, US Office of Government Ethics

Mr Joseph E. GANGLOFF  
Deputy Director, Office of Government Ethics

**PRESIDENT OF THE STATUTORY COMMITTEE OF GRECO / PRÉSIDENT DU COMITÉ  
STATUTAIRE DU GRECO**

M. Bruno GAIN  
Ambassadeur, Représentant Permanent de la France auprès du Conseil de l'Europe

**PARLIAMENTARY ASSEMBLY OF THE COUNCIL OF EUROPE / ASSEMBLEE  
PARLEMENTAIRE DU CONSEIL DE L'EUROPE**

Mr Kimmo SASI  
Member of Parliament, Finland

**REPRESENTATIVE OF THE CDCJ / REPRÉSENTANT DU CDCJ****REPRESENTATIVE OF THE CDPC / REPRÉSENTANT DU CDPC**

Mr Damir VEJO  
Head of the Department for Organised Crime and Corruption, Ministry of Security of Bosnia and  
Herzegovina

**OBSERVER UNITED NATIONS – UNODC / OBSERVATEUR NATIONS UNIES – ONUDC****OBSERVER OECD / OBSERVATEUR OCDE  
Apologised / Excusé****GRECO EVALUATION TEAMS / EQUIPES D'EVALUATION DU GRECO****Third Round Evaluation Report on ESTONIA /  
Rapport du Troisième Cycle sur l'ESTONIE****ETS 173**

Mr Joseph E. GANGLOFF (United States of America / Etats-Unis d'Amérique)  
Deputy Director, Office of Government Ethics

Mr Matti TOLVANEN (Finland / Finlande)  
Professor, Joensuu University

**PARTY FUNDING**

Mr Jesper HJORTENBERG (Denmark / Danemark)  
Assistant Deputy Director, The Office of the Director of Public Prosecutions

Mr Csaba GÁLI (Hungary / Hongrie)  
Government Adviser, Prime Minister's Office, State Secretariat for Law and Coordination

Ms Patricia PENA ARDANAZ (Scientific Expert)  
Ottawa, Canada

**Third Round Evaluation Report on ICELAND /  
Rapport du Troisième Cycle sur l'ISLANDE**

**ETS 173**

Mr Marin MRČELA (Croatia / Croatie)  
Judge at the County Court in Zagreb

Ms Ritva SAHAVIRTA (Finland / Finlande)  
State Prosecutor, State Prosecutor's Office

**PARTY FUNDING**

Ms Jane LEY (United States of America / Etats-Unis d'Amérique)  
Deputy Director, US Office of Government Ethics

Mr Lars-Åke STRÖM (Sweden / Suède)  
Head of Division, Government Office's Commissions in Gothenburg

M. Yves Marie DOUBLET (Expert Scientifique)  
Directeur adjoint, Assemblée Nationale, Service des affaires juridiques, Division contrôle et études  
juridiques France

**Joint First and Second Round Evaluation Report on SWITZERLAND /  
Rapport des Premier et Deuxième Cycles conjoints sur la SUISSE**

M. Edmond DUNGA (Albania / Albanie)  
Head of the Office in the Anticorruption Secretariat, SARAJEVO (BiH)

M. Peter DE ROECK (Belgium / Belgique)  
Auditeur Général des Finances, Service Public Fédéral du Budget, Service Contrôle de l'Intégrité

M. José Antonio MOURAZ LOPES (Portugal)  
Juge, Tribunal de execução de Penas de Coimbra

M. Jean-Pierre ZANOTO (France)  
Avocat général près la Cour d'Appel de Lyon

**RAPPORTEURS**

**Second Round Compliance Reports / Rapports de Conformité du Deuxième Cycle**

**CYPRUS/ CHYPRE**

Ms Tina GOLETIANI (Georgia / Géorgie)

Mr Silvio CAMILLERI (Malta / Malte)

**HUNGARY / HONGRIE**

Mr Dimitrios GIZIS (Greece / Grèce)

Mr Alparslan CALISKAN (Turkey / Turquie)

**Joint First and Second Round Compliance Report /  
Rapport de Conformité des Premier et Deuxième Cycles conjoints**

**TURKEY / TURQUIE**

Mr Matthias KORTE (Germany / Allemagne)

Ms Vesna RATKOVIC (Montenegro / Monténégro)

**COUNCIL OF EUROPE SECRETARIAT / SECRETARIAT DU CONSEIL DE L'EUROPE**

Mr Wolfgang RAU, Executive Secretary of GRECO, Directorate General of Human Rights and Legal  
Affairs (DG-HL)

Mr Christophe SPECKBACHER, Administrative Officer, DG-HL

Ms Laura SANZ-LEVIA, Administrative Officer, DG-HL,

Ms Tania VAN DIJK, Administrative Officer, DG-HL

Mr Michael JANSSEN, Administrative Officer, DG-HL

Ms Elspeth REILLY, Assistant, DG-HL

Ms Penelope PREBENSEN, Administrative Assistant, DG-HL

Mme Laure HEIM, Assistant (Evaluation rounds), DG-HL

Mme Marie-Rose PREVOST, Assistant, (Evaluation rounds), DG-HL

Ms Simona GHITA, Webmaster, DG-HL

**INTERPRETERS / INTERPRETES**

Mme Sally BAILEY

Mme Chloé CHENETIER

Mme Julia TANNER

## ANNEXE II

### AGENDA / ORDRE DU JOUR

1. Opening of the meeting / *Ouverture de la réunion*
  2. Adoption of the agenda / *Adoption de l'ordre du jour*
  3. Information from the President, Delegations and the Executive Secretary (including on Bureau 43) / *Information du Président, de Délégations et du Secrétaire Exécutif (y compris sur Bureau 43)*
  4. **First reading** of draft Evaluation Reports / **Première lecture** de projets de Rapport d'Evaluation:  
  
Third Evaluation Round / *Troisième Cycle d'Evaluation*
    - **Estonia / Estonie** (Monday – Tuesday / *lundi - mardi*)
    - **Iceland / Islande** (Tuesday – Wednesday / *mardi – mercredi*)  
Joint First and Second Evaluation Rounds / *Premier et Deuxième Cycles d'Evaluation conjoints*
    - **Switzerland / Suisse** (Wednesday - Thursday / *mercredi - jeudi*)
  5. Examination and adoption of the Second Round Compliance Reports on **Cyprus** and **Hungary** / *Examen et adoption des Rapports de Conformité du Deuxième Cycle sur Chypre et la Hongrie*
  6. Examination and adoption of the Joint First and Second Round Compliance Report on **Turkey** / *Examen et adoption du Rapport de Conformité des Premier et Deuxième Cycles conjoints sur la Turquie*
7. Exchange of views with Mr Martin KREUTNER, Chair, European Partners against Corruption – **Thursday** 3 April, 14h00 / *Echange de vues avec M. Martin KREUTNER, Président, European Partners against Corruption – jeudi 3 avril, 14h00*
8. **Second reading** and adoption of the draft Third Round Evaluation Reports on Estonia and Iceland and of the Joint First and Second Round Evaluation Report on Switzerland (**Friday**) / **Deuxième lecture** et adoption des projets de Rapport d'Evaluation du Troisième Cycle sur l'Estonie et l'Islande et du projet de Rapport d'Evaluation des Premier et Deuxième Cycles conjoints sur la Suisse (**vendredi**)
  9. Miscellaneous / *Divers*
  10. Adoption of decisions / *Adoption des décisions*
  11. Dates of next meetings / *Dates des prochaines réunions*